

Victimes yézidiées : le silence coupable des néoféministes *Yézidiées, Afghanes, Iraniennes sous le joug islamiste, Israéliennes victimes du Hamas... Leur sort intéresse (trop) peu les néoféministes.*

Par

Valentine Arama

Publié le 05/04/2024 à 06h30, mis à jour le 05/04/2024 à 08h53

*P*arlement irakien, août 2014. Devant une nuée de visages graves, la députée yézidie Vian Dakhil hurle puis s'effondre, étouffée par les larmes : « Nos femmes sont capturées, vendues au marché aux esclaves, une campagne génocidaire est menée contre les Yézidiées. Je vous en supplie, monsieur le président du Conseil, mon peuple est en train d'être massacré, je fais appel à vous. Au nom de notre humanité, sauvez-nous. »

Cela fera bientôt dix ans que ces mots ont résonné, en vain, et que ces atrocités ont été perpétrées. Jusqu'à la chute de l'État islamique, en 2019, les Yézidiées ont été les sabayas (esclaves) de Daech : 7 000 jeunes femmes et fillettes violées, persécutées, déshumanisées.

Si certaines ont pu s'échapper, souvent au péril de leur vie, environ 3 000 demeurent introuvables. Aujourd'hui, les témoignages des survivantes affluent, insoutenables, indispensables. Cependant, rares sont les féministes qui les écoutent, encore plus celles qui les relaient.

Logique paresseuse du dominant-dominé

Pas un mot, non plus, sur cet enregistrement du chef suprême des mollahs, diffusé fin mars à la radio d'État en Afghanistan, qui annonce un retour officiel aux châtiments imposés par la loi islamique et encourage les juges à ordonner la lapidation publique des femmes accusées d'adultère.

Depuis août 2021, et le retour au pouvoir des talibans, les Afghanes n'ont plus aucun droit. Elles sont assignées à résidence, empêchées d'étudier, de travailler, de se rendre dans les parcs, de détenir un téléphone portable. Ces millions de femmes vivent emmurées vivantes, dans l'indifférence totale des milieux féministes.

Ceux-ci étaient bien dans la rue à Paris, le 8 mars, pour la Journée internationale des droits des femmes, occupés à chasser de la manifestation les femmes des cortèges Nous vivrons et No Silence, venues porter la voix

des Israéliennes victimes du Hamas, le 7 octobre 2023, et celle des 14 femmes toujours détenues dans la bande de Gaza.

Trois semaines plus tard, ces féministes se sont justifiées dans un communiqué intitulé « Le sionisme n'est pas une cause féministe ». Début mars, l'ONU publiait pourtant un rapport confirmant ce qui était redouté depuis le 7 octobre : en marge des massacres, des femmes ont été violées, mutilées.

Mais, sous prétexte qu'il fallait prendre parti dans le conflit séculaire qui oppose Israël à la Palestine, y apposant la logique paresseuse du dominant-dominé et manifestant un antisémitisme décomplexé sous couvert d'un prétendu « antisionisme », de nombreuses associations ont préféré taire – voire nier – ce qui les aurait autrefois rassemblées : les violences faites aux femmes. Un féminisme devenu illisible et qui suscite l'incompréhension.

Au nom de l'intersectionnalité

En octobre 2022, Sandrine Rousseau s'était fait huer lorsqu'elle était venue exprimer son soutien aux Iraniennes lors d'une manifestation organisée après la mort de Mahsa Amini, cette étudiante arrêtée par la police des mœurs pour « non-respect du code vestimentaire de la République islamique ».

L'élue écologiste avait été reçue aux cris de « collabo ». Nombreuses sont celles qui ne lui pardonnent pas ses positions sur le voile, qui selon elle est « un choix et une liberté ». Sur LCP, elle était allée jusqu'à dire que le voile pouvait représenter un « embellissement ».

Qu'il s'agisse des Yézidiées, des Israéliennes, des Afghanes, des Iraniennes, comment expliquer que leur sort ne provoque pas l'indignation générale des milieux féministes ? Comment expliquer cette complaisance face à l'islam politique ? La réponse à ces questions réside en partie dans la mutation qu'a connue le tissu associatif militant depuis vingt ans.

Les fractures qui se sont créées autour de la question du voilement des filles avec la loi de 2004 ont conduit à une « dénaturation profonde du féminisme », analyse Michèle Vianès, présidente de l'association Regards de femmes. Selon elle, les femmes ne sont plus actrices de leur évolution au

sein de la société ni solidaires de celles qui en ont le plus besoin, mais dans une « concurrence victimaire » guidée par des agendas politiques.

Au nom de l'intersectionnalité, cette notion sociologique qui désigne différentes formes d'oppression censées se renforcer mutuellement, la priorité est à l'antiracisme. Une lame de fond qui a largement déferlé sur les associations féministes.

Angles morts du féminisme

« Pourquoi s'intéresse-t-on beaucoup plus aux violences sexuelles dans le milieu du cinéma que lorsque le violeur présumé s'appelle Tariq Ramadan ? » s'interroge l'essayiste Caroline Fourest. « Tout simplement parce que, à partir du moment où la dénonciation d'une violence sexuelle pointe un violeur racisé – en l'occurrence Daech pour les Yézidiées –, pour les intersectionnels c'est moins intéressant. À leurs yeux, il faut à tout prix éviter de faire le jeu des “islamophobes” », décrypte la réalisatrice du film Sœurs d'armes (2018).

Michèle Vianès parle sans ambages de mouvements influencés par la rhétorique islamiste. « Quand on parle d'angles morts du féminisme, il faut préciser qu'il s'agit d'un certain féminisme d'extrême gauche, noyauté et culpabilisé », précise Caroline Fourest.

La journaliste pointe ici du doigt les organisations proches de partis politiques qui préemptent la question féministe pour des raisons partisans et suivent les priorités de leur parti plus que le calendrier féministe, ainsi que les groupes d'extrême gauche, comme Révolution permanente ou Du pain et des roses, qui subordonnent les questions féministes à leurs obsessions essentialistes.

Noyautage et entrisme

« Pour les filles yézidiées qui ont survécu à ce cauchemar, le soutien des associations féministes – et musulmanes – serait précieux. Malheureusement, il faut dire que le seul à l'avoir fait ouvertement est l'imam Hassen Chalghoumi », confie Vitali Nabiev, président de l'Union des Yézidis en France, qui se dit toutefois très reconnaissant envers l'aide

apportée par la France, qui a notamment accueilli une centaine de mères isolées yézidiées et leurs enfants en 2019.

Caroline Fourest, elle, ne parle pas du seul sentiment d'abandon : « C'est bien pire que ça. J'ai rencontré des Yézidis tremblants, me disant qu'ils ne se sentaient plus en sécurité en France en voyant combien le discours des islamistes était toléré par certains. »

Devant ce grand dévoiement, la voix des féministes universalistes, dont le combat fondamental a toujours été celui de l'égalité entre les femmes et les hommes, peine à se faire entendre. Alors que le tissu associatif est tenu par les éléments les plus radicaux, les modérés, ou ceux qui sont dans une approche uniquement motivée par la lutte contre les violences faites aux femmes, peuvent très vite se retrouver intimidés par des militants beaucoup plus organisés.

D'autres femmes, excédées, ont fui le terrain militant, laissant place à ce que Michèle Vianès qualifie de féminisme « tribal », qui ne ressent même plus le besoin d'avancer masqué.

« Il y a un noyautage et un entrisme, avec beaucoup de bêtise, de lâcheté et de confusion. Toutes les féministes qui ont un peu de bouteille repèrent ce qui se passe, prévient aussi Caroline Fourest. Malheureusement, les jeunes sont très suivistes, pas très formés ni cortiqués. Si on leur dit qu'ils sont en train de stigmatiser un racisé, alors ils arrêtent de penser. » Face à ces trahisons, beaucoup de femmes se sentent de plus en plus abandonnées.